

France - les années tragiques :
1939-1947
Sisley Huddleston
1955

Traduction française : 2019 par l'équipe du Saker francophone.

Relecture : JDB

Version : 20211102

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : France : The tragic years, 1939-1947



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution —
Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Table des matières

1	La France et la guerre	16
2	Drôle de guerre	31
3	L'armistice	44
4	La légalité de Vichy	57
5	Oran	66
6	Montoire	76
7	L'accord avec Churchill - l'opinion française	86
8	Laval est remercié	97
9	Darlan	106
10	L'occupation	118
11	Hitler attaque la Russie	126
12	L'Italie en guerre	137
13	L'Amérique entre en guerre	145
14	Les erreurs tragiques en Afrique du Nord	159
15	Vichy vue du ciel	174
16	Conversation avec Pétain	186
17	Alger	196

18	Vraies et fausses Résistances	207
19	Retour à Paris	219
20	Contre-résistance	230
21	Comment Paris fut épargnée	240
22	La Libération et ses séquelles	255
23	La Révolution et la Terreur - 1944-1946	265
24	La Quatrième République	288
25	La mort du maréchal	305
26	Annexes	310
26.1	Lettre de Joachim von Ribbentrop au maréchal Pétain	310

Table des illustrations

1.1	Mobilisation générale	17
1.2	Conférence de Munich, 1938	26
2.1	Gouvernement de Paul Reynaud	32
2.2	Tract du PCF	35
3.1	Le gouvernement Pierre Laval	51
3.2	Charles De Gaulle au micro de la BBC	54
4.1	Nomination de Pétain comme chef de l'État	63
5.1	La boucherie de Mers el-Kébir	69
6.1	La poignée de main de Montoire	83
7.1	Les chefs de partis ayant contribué à la constitution de la Légion des Volontaires Français	93
8.1	L'aiglon aux Invalides	103
8.2	Révocation de Laval	104
9.1	Pétain et Pershing	107
9.2	Pétain et Leahy	108
9.3	Darlan aux côtés de Pétain	108
9.4	L'hôtel du Parc	112
9.5	Le général Henri Dentz	116
10.1	Tickets de rationnement, juin 1940	122
11.1	La rencontre Hitler-Molotov de novembre 1940	128
11.2	Les généraux Janvier et Février	134
12.1	L'usine Renault bombardée	143

14.1	Le général Giraud	161
14.2	Affiche des Chantiers de la jeunesse	170
16.1	Photographie du maréchal Pétain	187
17.1	Stalingrad - centre ville	199
18.1	Affiche promulguant la relève	216
19.1	La rue de Rivoli, photographiée par André Zucca	223
21.1	Le maréchal Pétain à Nancy le 26 mai 1944	247
21.2	Le maréchal Pétain lors de son procès	253
22.1	Scène de tonte	262
25.1	La forteresse de l'Île d'Yeu	306

Lettre dédiée à William C Bullitt

*À son EXCELLENCE WILLIAM C. BULLITT
Ambassadeur des États-Unis d'Amérique.*

Mon cher Bill : Plus de trente années se sont écoulées depuis la lecture que vous me fîtes à Paris de votre lettre de démission de la Délégation de Paix américaine, et depuis lors tout ce qui s'est produit a justifié votre contestation d'un Traité qui fut une trahison de nos espoirs, une répudiation de nos principes, et une frustration de l'objet pour lequel nous nous étions battus lors de la première guerre mondiale. Nous avons tous deux réalisé que les hommes d'États, à Versailles, avaient condamné l'humanité à une nouvelle épreuve de force à venir.

Notre amitié, qui n'a jamais flétri depuis ces jours lointains où vous tîntes ferme pour la vérité dans la diplomatie, est plus forte que jamais alors que nous entrons dans l'ère sombre où l'incompétence et les funestes contrevérités de la dernière décennie menacent d'accabler l'humanité.

Les légendes mensongères sont plus attrayantes que la folie et que les erreurs. Il serait possible de corriger les fautes, aussi graves qu'elles soient, si nous avions le courage de les reconnaître. Nous préférons nous en tenir aux mensonges confortables, aux expédients fatals, à la propagande aveuglante, et les témoignages qui contredisent les visions conventionnelles nous dérangent.

Dans nos correspondances, vous notez qu'« *il ne reste que peu d'entre nous qui comprennent toute la bascule des événements depuis 1914* », à l'époque où Sir Edward Grey¹ observa tristement : « *Les lumières s'éteignent l'une après l'autre en Europe ; elles ne se rallumeront plus de notre vivant.* » Une paix ratée embraya sur une seconde guerre mondiale,

¹Russell Grenfell analyse les postures de ce personnage dans son ouvrage *Haine Inconditionnelle*, NdT

et une seconde guerre mondiale mal menée nous emmène à présent vers une troisième guerre mondiale, avec la perspective d'un bolchevisme triomphant sur les ruines de notre civilisation.

Vous êtes assez bon pour me considérer comme « *un vieil ami qui a toujours eu raison* ». Hélas, j'ai souvent eu tort, mais j'aurai au moins tâché de toujours considérer la réalité des faits.

Ma naissance en Angleterre, mes vingt ans d'association avec l'Amérique, et presque toute ma vie passée en France, ont fait de moi ni un vrai Anglais, ni un Américain, ni un Français, mais une sorte de mélange des trois. De mon point de vue, j'ai pu, avec quarante années d'exercice en affaires diplomatiques, considérer non seulement les tentatives héroïques, mais aussi les bévues, incomprises à Washington ou à Londres, que nous avons commises dans notre lutte contre les forces maléfiques qui menacent de nous réduire en esclavage.

J'occupe une position unique : j'ai pu considérer les événements avec détachement, alors que bien souvent j'étais au cœur de ceux-ci ; et il relève de mon devoir de réfuter les étranges fictions qui obscurcissent toutes nos conceptions. Je suis un témoin de la guerre civile en France, et de la révolution, que nous refusons de nommer comme telles, et des résultantes des mauvaises évaluations des hommes d'État français, anglais, et américains.

Après avoir fait s'effondrer l'Europe, on nous explique à présent qu'il faut d'urgence créer l'Europe, mais l'Europe existait avant 1914, et je pouvais alors y évoluer partout sans passeport, sans autorisation, sans formalité. Même après 1918, l'Europe restait vivante, et je pouvais contempler le spectacle de pays heureux et prospères. Aujourd'hui, qu'en est-il de la vieille Europe ? Une partie non négligeable s'en retrouve derrière le rideau de fer, et reste hors de notre portée. Et ce qui en reste vit dans la peur, soumis à d'innombrables restrictions, et soumis au bon cœur d'autres parties.

Après avoir brisé chacune des barrières qui nous séparaient du communisme, après avoir divisé chaque pays, l'un après l'autre, après avoir aboli tout sentiment de justice ou de pitié, nous attendons, vulnérables, la promesse d'une nouvelle libération, après que le continent sera devenu un cimetière.

J'essaye de rendre un dernier service, et je me sens en cela renforcé de citer votre nom au fronton d'un travail qui aura été inspiré, non par la haine (plus mortelle encore que la bombe atomique), mais par l'amour pour nos semblables, qui seul peut nous sauver.

SISLEY HUDDLESTON

Troinex, 1952

Avant-propos de Louis Guitard

Quand, après en avoir surmonté la grande climatérique ⁱ, Sisley Huddleston prit congé du monde, son visage aux traits fins avait gagné une beauté supplémentaire.

Les années écoulées ne lui avaient pas retiré cette touche de Bohème, qui pimenta toujours sa personnalité par son charme, mais avaient donné à son maintien une grande dignité. Sa haute taille semblait accrue encore par une perte d'embonpoint. Son front haut, ses cheveux légèrement grisonnants, ses traits désormais plus prononcés, sa moustache et son bouc blancs, impeccablement tenus, ses sourcils touffus, tout mettait en valeur la beauté de ses yeux. S'il parlait, ils s'allumaient tout à coup, vifs et intenses. L'éloquence de ses mains venait accompagner l'argument qu'il souhaitait développer, et comme pour mieux mesurer la réussite de son argument, il ajusterait son monocle à l'œil droit, en un geste trop instinctif pour être modifié.

Il était éminemment sociable, gai, cordial et franc, prodiguant à ses invités les trésors de sa culture, de son humour et de son imagination enchanteresse. L'intelligence et la bonté étaient peut-être ses premières qualités. Curieux d'informations, avide de comprendre. Par ailleurs, ses actions et ses écrits étaient inspirés par l'amour de ses semblables.

Son intelligence simulait une curiosité insatiable, une soif de connaissances, et faisait de lui un homme large d'esprit, indépendant, hostile à tout ce qui entraverait la pensée. Il tenait en abomination la dictature, le sectarisme et l'esprit de parti. « *Un homme libre ne peut pas être un partisan* », disait-il.

Sa gentillesse le rendait généreux, modeste, droit. Avec lui, l'humanité n'était pas juste un mot vide, un terme idéologique. Il y comptait la multitude de ses semblables ; et parce qu'il les aimait réellement, leurs folies l'attristaient. L'injustice le rendait malade, et il rejetait la guerre

ⁱNdt - Voir : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Climat%C3%A9rique>

de toutes ses forces. Souffrant en 1914, il fut également exempté en 1939. Il était sensible, courageux, et un croyant fervent, si bien que tandis que la folie et la violence le rendaient malade, il poursuivit son combat pour que le monde retrouve la raison, dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Sa nature ardente souffrait-elle du froid du climat sévère de la Grande-Bretagne, tombait-il malade facilement ?

Sur les rives de la mer d'Irlande, où il naquit en 1888, les marins avaient nourri ses rêves d'enfant. Il s'imaginait comme « *un passager de chaque navire qui voguait vers le soleil couchant* ». Il devait à Wordsworth son introduction « *vers le pays merveilleux de la poésie* » ; il partageait avec un ami le plaisir de lire Keats à l'ombre des arbres d'un parc et, à l'âge de dix ans, il écrivit un essai sur Milton.

Dans sa jeunesse, il occupa un poste modeste dans les services des armées. Généreusement et naïvement, il démissionna pour protester contre le licenciement d'un ami.

Le journalisme s'avéra constituer pour lui un refuge, et lui fit prendre conscience de sa vraie vocation. « *Mais* », dit-il, « *c'est sur les boulevards de Paris que ma vraie carrière se déroulait* ». Enfin embarqué dans quelque chose de réel, il quitta ses brumes natales pour le délicat soleil de l'Île-de-France.

Le sang français qui, selon une tradition familiale, coulait dans ses veines, avait triomphé.

Salvador de Madariaga, dans un livre devenu un classique, décrit ce Britannique comme un homme de tête, épris d'action et de mouvement, alternant entre le travail et le sport, et pour qui être libre signifiait agir selon ses dispositions sans interférence extérieure, dans les limites d'un empire dont il faisait sa gloire ; cependant que ce Français, cet amoureux des idées, de la raison et de l'ordre, vit « *pour développer son intellect et les cinq sens qui sont les avenues qui y mènent, dont la conception de la liberté est le droit de penser comme il l'entend et de dire ce qu'il pense* ». Et il ajoute : « *Si les Français pouvaient façonner le monde à leur propre image, celui-ci tournerait avec une régularité d'horloge. Tous les hommes parleraient le français de Mirabeau, et écriraient celui de Racine. Âme et intelligence brilleraient sur terre comme une rivière scintillante : chaque minute de vie s'écoulerait telle une goutte lumineuse de plaisir exquis, et irriguerait l'âme de ses délices.* » Sans doute fût-ce l'aura de cette rivière de diamants qui fascina Huddleston et l'incita à aller vivre sur ses rives.

Son humanité l'amena au pays de l'humanisme. Instinctivement, il le comprenait et l'aimait. Son être prit l'empreinte de son histoire et de sa littérature, comme Voltaire avec Horace.

C'était comme déguster un vieux millésime, qui rajeunissait le sang jusqu'au cœur.

Ce pays qu'il avait fait sien, il le parcourut de long en large ; il appréciait les attractions simples d'une foire de village autant que les plus grandes reliques du passé. « *Ne méprisons pas les babioles, car elles sont objets des désirs et vanités humaines, qui relèvent de la poésie humaine.* »

Lorsqu'il s'installa à Paris, il élut domicile à proximité du quartier Latin, près de Montparnasse où, avec son chapeau à larges bords et sa cravate flottant au vent, il eut pour camarades James Joyce, D. H. Lawrence, Hemingway, et d'autres jeunes bohèmes, tous aussi doués que sans le sou.

Quand il quitta Paris pour s'installer à la campagne, c'est la Normandie qu'il choisit. Là-bas, entre Giverny, où Monet peignit ses Nymphes, et Cocherel, où Aristide Briand embrassa ses rêves, il acheta un moulin vieux de trois cents ans, qu'il transforma en retraite paisible, égayée par les fleurs. « *À la France* », déclara-t-il, « *je dois ma culture et de même, l'Europe moderne toute entière est sa débitrice, car c'est elle l'héritière du patrimoine spirituel de la Grèce et de Rome. Elle constitue le facteur principal, l'élément indispensable de notre monde. ... Je ne saurais imaginer un mode de vie plus intelligent, plus spirituel ou plus humain que celui de la vraie France.* » C'est bel et bien sa connaissance encyclopédique de la France qui lui permit de comprendre le mélange du reste de l'Europe, selon Paul Valéry, des races et des pays qui furent, les uns après les autres, romanisés, christianisés, et soumis à la discipline intellectuelle de la Grèce.

Journaliste international, directeur du *London Times* à Paris, correspondant européen du *Christian Science Monitor*, écrivant des articles pour toute une gamme de publications anglaises et américaines, écrivain et voyageur, il dévoua la plus grande partie de son talent et de son énergie à la cause de la France. Il croyait que le monde anglo-saxon ne savait pour ainsi dire rien d'elle. « *Même au meilleur de l'Entente Cordiale* », écrivit-il, « *la France ne fut jamais comprise comme il se devait* », et il essaya d'exposer les aspects multiples de son génie.

Ceux qui eurent le privilège d'assister à ses conférences ne les oublieront jamais. Il parlait sans préparation, s'appuyant sur des notes très succinctes, soulignant ses arguments par des exemples bien choisis dérivés de son expérience personnelle. Il n'appréciait rien de tel qu'un débat avec son auditoire, une fois la présentation achevée. Il contrait les objections avec beaucoup d'esprit : c'était un spectacle merveilleux, un peu comme regarder évoluer un maître d'armes expert.

Il était avant tout journaliste. De Versailles à Genève, il ne manqua jamais une rencontre internationale. Il devint familier avec les hommes politiques de premier plan, jouant un rôle sur la scène européenne entre les deux guerres. Considérant chaque problème d'un point de vue pu-

rement humain, il s'employait surtout à comprendre ses semblables. Il avait ce don de savoir extraire une interview du plus réfractaire et du plus fermé de ses interlocuteurs. Il était également éloquent. « *Vous êtes un homme très dangereux* », dit une femme qui ne fut pas une mince opposante. « *Quiconque vous lit se trouve convaincu que vous avez raison, indépendamment du fait que vous ayez complètement tort.* » Il voyait clair. Dès 1919, il sentit que le Traité de Versailles portait les germes d'un futur conflit. Il ne tarda pas à dénoncer les sophismes de la Société des Nations. En 1935, il dénonça les soi-disant « *sanctions* » comme tant de préludes à la guerre. À la veille de la chute d'Alphonse XIII, il posa la question : « *La République espagnole tiendra-t-elle ?* »

À notre plaisir, il rassembla plusieurs de ses articles en compilations qui, ajoutées à ses autres livres, montrent la facilité et la diversité de son talent : au total environ trente volumes. Quoi qu'il écrivît, en anglais ou en français, il tapait directement, puis relisait et éditait le tapuscrit. Bien informé et versatile, il publia des ouvrages d'histoire, de topographie, de voyages, des autobiographies, ainsi que des essais et des nouvelles. Sa plume était toujours alerte, qu'il fût grave ou joyeux. Arnold Bennett avait usage de dire que Huddleston avait le don de rendre attractive même une page couverte de statistiques. Il était impulsif, chaleureux, humain. Il avait l'habitude de dire : « *J'écris parce que je ne peux m'en empêcher. Ce sont là mes vacances. C'est un appel auquel je ne pourrais m'empêcher de répondre même si je le voulais.* » Il écrivait, du fond du cœur. René Benjamin, qui savait de quoi il parlait, fit ainsi l'éloge de Huddleston : « *Quand tout est dit, plus l'âme façonne un travail, plus noble et raffiné est celui-ci. Votre travail est pur produit de l'âme.* »

La guerre civile espagnole marqua le point d'inflexion de la carrière journalistique de Huddleston, et constitua le test à l'acide de son intégrité intellectuelle et idéologique. Litvinov, à Genève, avait intelligemment vendu aux internationalistes et aux journalistes libéraux la fiction que le « *front populaire* » contre le totalitarisme se résumait à l'opposition aux totalitarismes de Droite, en une amère hostilité envers l'Allemagne, l'Italie, et le régime de Franco en Espagne. L'esprit honnête et logique de Huddleston rejeta cette idée, fausse et perfide. Lui qui avait été toute sa vie un libertarien, il avait, comme Thomas Jefferson, « *juré une inimitié éternelle à toute forme de tyrannie envers l'esprit de l'homme,* » qu'elle qu'en fût la source. Il comprit que la Russie soviétique constituait une menace toute aussi importante pour la liberté de l'esprit et l'action humaines que le fascisme et le nazisme, et n'hésita pas à dire non.

Tout en reconnaissant l'existence d'un segment de républicanisme et de libéralisme honnêtes dans l'opposition tant à l'ancien régime espagnol qu'au général Franco, il comprit que la guerre civile espagnole constituait

également une tentative d'établir un totalitarisme de la Gauche dans une zone essentielle d'Europe occidentale. Cette appréciation fut, aux yeux des interventionnistes libéraux bernés par le « *front populaire* », le « *pêché contre le Saint-Esprit* ». Huddleston savait que continuer à dire la vérité après 1937, comme il l'avait fait au cours du quart de siècle précédent, marquerait la fin de sa carrière de journaliste international réputé. Mais il ne fléchit pas, malgré le fait que ses pires craintes quant à sa carrière se révélèrent plus que justifiées. Les scribes de l'illusion et de la déformation prirent le relais, et il se retrouva sans grand public jusqu'à la fin de sa vie. Cet ouvrage est un tribut ultime à son courage et à son intégrité intellectuels.

Ce n'est pas folie de prédire que, si la raison revient un jour sur la scène mondiale, Huddleston se verra plus honoré par les générations futures que les journalistes qui désinformèrent le public pendant plus d'une décennie, et contribuèrent tant aux désastres internationaux qui frappèrent le monde après 1937.

C'est pour faire apparaître à la lumière, à destination du public américain, le cadre et les détails d'une période particulièrement confuse de l'histoire récente de la France que Sisley Huddleston écrivit *France : Les années tragiques*.

Revendiquant avec Aristote que « *le drame le plus poignant est celui qui décrit la chute d'un homme d'éminente vertu et d'accomplissement exceptionnel, du plus haut pinacle de gloire aux profondeurs les plus obscures de la misère physique et mentale* », il se demanda si la révolution gaulliste devait, au beau milieu du XX^{ème} siècle, ainsi clouer au pilori le maréchal Pétain, sans s'attirer la réprobation du monde entier. Son étonnement fut d'autant plus justifié que, en la personne du maréchal, ce n'est rien d'autre que la réhabilitation de la France que ses accusateurs enrayaient.

Sisley Huddleston nous rappelle que les hommes politiques qui étaient en exercice quand arriva 1940, terrifiés par l'étendue d'une défaite qu'ils n'avaient en rien empêchée, appelèrent d'un besoin impérieux le plus glorieux de tous les Français.

Des décennies auparavant, d'éminents chefs d'États et penseurs avaient averti de manière répétée : « *La France s'est laissée prendre par une idéologie trompeuse, et évolue sur des sables mouvants. La Révolution de 1789 avait résulté d'un mensonge quant aux principes révolutionnaires* ». Sur ce mensonge, on avait bâti un système d'anarchie et d'impuissance qui, sur le plan matériel, favorisait quelques intérêts privés aux dépens du bien-être collectif, et qui, sur le plan moral, avait permis la tyrannie du matérialisme. Faute d'une radicale réforme politique, intellectuelle et morale, la France est vouée à s'effondrer sous les ruines de son régime.

Des hommes aussi différents de caractère et de vue politiques que

Clemenceau, Léon Daudet, Joseph Caillaux, André Tardieu, Anatole de Monzie, Gaston Doumergue, républicains extrêmes au début de leur carrière, finirent par maudire le système qui faisait se désintégrer leur pays.

En poussant son dernier souffle, la Troisième République reconnut ses lacunes. À Vichy, le 10 juillet 1940, deux semaines après que l'armistice, nécessaire et salutaire, fut signé, le maréchal Pétain fut duement imploré d'établir une « *nouvelle constitution de l'État français* », garantissant les droits du travail, de la famille, et du pays.

Sans délai, le maréchal affirma l'urgence d'une révolution nationale, et précisa ses buts : « *Il nous faut un État fort, désireux d'établir les limites de ses propres pouvoirs en s'auto-incorporant les valeurs spirituelles ainsi que les unités fondamentales de la famille et de l'atelier. Nous demandons les libertés de renforcer la Famille, avec la réforme du système éducatif et des lois sur l'héritage ; de fortifier le travail en entreprise ; il nous faut des lois saines pour nous débarrasser du joug des hommes politiques et de la finance anonyme ; une réforme intellectuelle et morale, opposant l'énergie à la facilité, la dignité du Travail à la paresse, aux dissolutions de la jeunesse, sa bonne éducation dans l'espoir et la foi, et enfin, à la contagion de l'égoïsme, la dévotion au pays.* » Des acclamations assourdissantes vinrent saluer le vieil homme qui venait ainsi éveiller en ses compatriotes la mémoire de leurs traditions. La jeunesse de France, qui dépérissait sous la morose présidence de M. Lebrun, fut prise d'un sain enthousiasme. « *Je n'ai pas rencontré un seul Français qui pourrait trouver quoi que ce soit de bon à dire sur le gouvernement d'avant-guerre, qui est généralement tenu pour responsable de la défaite* », écrivit depuis Vichy l'amiral Leahy au président Roosevelt. Un grand espoir était né.

Mais il fallait s'occuper de complications journalières avant d'entreprendre les réformes fondamentales qui s'imposaient. Chaque jour, l'occupation soulevait des problèmes épineux qui devaient être résolus. Le maréchal Pétain avait pu proclamer et préparer la renaissance, mais il ne lui était pas acquis qu'il la menât à bien. Tant que le territoire français ne serait pas libéré, il ne pouvait pas promouvoir le texte constitutionnel qu'il avait rédigé sans y faire la moindre référence aux théories fascistes ou national-socialistes. Ses ennemis profitèrent au maximum de l'intervalle, des souffrances et de l'usure du peuple. Ils s'employèrent à troubler la gestation de la révolution nationale, pavée qu'elle était d'actions administratives concrètes et souvent douloureuses, rendues inévitables par l'occupation allemande, et ils réussirent en cette tâche.

Les ennemis de Pétain étaient les politiciens impuissants, responsables de la catastrophe, rassemblés par le général de Gaulle à Londres autour de sa personne, qui cherchait plus le pouvoir pour lui que les

prouesses militaires. « *Le mouvement de De Gaulle n'est pas si populaire que les presses anglaise et américaine l'insinuent* », écrivit l'amiral Leahy en juillet 1941. « *Les Français à qui j'ai parlé, même ceux qui mettent leurs espoirs les plus ardents en une victoire anglaise, n'ont que peu de respect pour le général De Gaulle.* »

Pour renforcer son prestige, De Gaulle n'avait d'autre recours que d'invoquer à ses côtés ceux qu'une France réhabilitée aurait à tout jamais rejetés ; puisque les communistes constituaient des ennemis irréconciliables avec Pétain, il les choisit, ainsi que Staline, comme principal soutien. Il déclara à Alger le 23 juin 1943 : « *Non seulement j'espère, mais j'insiste pour la collusion avec les communistes.* » Hitler avait pris sa mesure. Quand il ordonna qu'on arrêtât et qu'on amenât en Allemagne le maréchal Pétain et Pierre Laval, il abandonna Paris à De Gaulle. Le fou savait ce qu'il faisait.

D'abord, nous assistâmes à la révolution de 1944-1945, la plus sanglante jamais connue par la France. Puis vint l'établissement de la quatrième république, qui n'est qu'une combinaison des pires aspects de la troisième. « *Si la paix consiste à revenir à la politique et aux conditions économiques et sociales d'avant-guerre, la France ne se relèvera jamais* », avait affirmé le maréchal Pétain. De Gaulle ne prêta pas l'oreille à cet avertissement. Vichy avait formulé une promesse. Pour satisfaire à ses ambitions, De Gaulle trahit cette promesse. En étranglant la « *révolution nationale* », il replongea la France dans l'obsèque et délicate déliquescence qui avait horrifié Clemenceau.

« *La maladie du verbalisme* », écrivit Huddleston en 1941, « *a dévasté le monde. L'histoire des vingt dernières années est principalement une histoire de slogans acceptés par les masses et la soi-disant élite. Tant de mots creux, mais nocifs, tout en attisant les passions des peuples et en leur amollissant le cerveau, ont permis à des démagogues opportunistes et souvent ignorants de poursuivre leur carrière professionnelle, pécunière d'ambition personnelle et de corruption générale.* » Il répondit par là à l'avance à la question par laquelle commence *France : les années tragiques*. Pourquoi le monde était-il resté passif à la vue de « *la plus grande tragédie personnelle de notre temps* ? » Parce que la presse et la radio avaient uni leurs forces pour le convaincre que De Gaulle était un héros et Pétain un traître. Le docteur Goebbels n'est pas mort. Le halo de De Gaulle et la turpitude de Pétain sont le triomphe de la propagande sur la vérité !

Sisley Huddleston fut un observateur proche de la période historique de Vichy. Il fait un récit des événements auxquels il assista, et dans lesquels il put parfois jouer un rôle. D'où la valeur de son livre.

On peut, ici et là, relever quelques erreurs dans son récit honnête, et questionner certains de ses jugements.

Huddleston aurait sans doute jugé Philippe Henriot avec plus de clémence s'il avait, avant d'écrire cette page qui le met en cause, lu les éditoriaux souvent prophétiques du ministre de l'information. Par ailleurs, Philippe Henriot fut abattu non pas « *par un groupe de résistants indignés* », mais sur injonction des autorités d'Alger, par un assassin qui fut lui-même abattu peu après, alors qu'il se préparait à faire sauter un coffre-fort.

L'appréciation sévère de Huddleston quant à l'amiral Darlan est encore plus surprenante. Mais il se montre plutôt juste envers Pierre Laval, qu'il n'aimait pas et à qui il ne faisait pas confiance. Cette disparité de traitements m'apparaît comme une conséquence de sa réceptivité aux contacts personnels. Il connaissait Laval personnellement, alors qu'il n'avait jamais rencontré l'amiral Darlan. Il est possible que la lecture des lettres et des notes privées de l'amiral, récemment publiée par M. Alain Darlan, aient pu fonder son opinion.

Ces points auront suffi à attirer l'attention du lecteur : loin de diminuer la valeur de son ouvrage, ils ne font que prouver l'indépendance de l'auteur. Sisley Huddleston considérait la politique de Pétain avec sympathie ; mais loin de lui l'idée d'approuver toutes ses décisions ou celles de ses ministres. En outre, il déclare ne pas prétendre à poser le mot final de l'histoire, mais seulement d'apporter son témoignage direct de l'histoire. Il ne fait que nous communiquer les impressions d'un témoin honnête et bien informé.

Quand, en 1940, ses compatriotes anglais fuirent le continent, Huddleston ne les accompagna pas. « *Jamais n'avais-je été aussi touché qu'en ce moment où la France se tint prostrée dans la poussière. J'avais l'impression que ma vie parvenait à sa fin.* » Il déclara que partir serait équivalent à une désertion. Il s'installa à Monaco. Magnanime comme il le fut toujours, il répéta la célèbre posture de Savorgnan de Brazza, qui devint français après la chute désastreuse de Sedan. Il déposa un dossier de naturalisation, afin de pouvoir partager les destinées de la France, et de contribuer à son travail de réhabilitation.

Les amères récriminations de Churchill, l'« *erreur hideuse* » de Mers-el-Kebir, le soutien porté par Londres à la Résistance, excitèrent sa juste indignation. L'Angleterre avait-elle déjà oublié que son alliée avait enduré, presque seule, le plus gros de l'attaque brutale ? Qu'abandonnées si vite à leurs propres moyens, les forces françaises avaient héroïquement protégé la retraite britannique ? Il exhorta l'Angleterre à rester loyale pour l'instant, de crainte de compromettre l'avenir de l'Europe, dont il considérait qu'elle devrait fusionner sous la direction morale de la France ; tout ce qui affaiblissait la France de 1940 rejaillirait sur l'Europe après la fin de la guerre. Ainsi considérait-il les événements « *selon leurs effets possibles sur la France.* »

Le maréchal Pétain raviva l'espoir du peuple français, profondément démoralisé ; et pour cela Huddleston lui donna tout son soutien. Quand il entendit Pétain déclarer : « *La terre ne peut pas mentir... Il n'y a pas, il ne peut exister de liberté, théorique et chimérique face à la guerre générale et à l'indépendance de la nation...* », il applaudit. Dans son ouvrage sur Saint-Pierre, le village normand où il avait élu domicile, et qui lui manquait dans son exil monégasque, il tenta, comme dans un microcosme, de donner une image générale de la France entière. Dans *the Myth of Liberty*, il dénonça les « *maîtres-mots* » qui, en cachant de pures abstractions, n'en régnaient pas moins sur le monde ; il enjoignit ses compatriotes de rejeter de tels mythes afin de retrouver leur spiritualité.

Son opinion était que le conflit De Gaulle-Pétain compromettait le bon travail de régénération poursuivi par Vichy, et faisait plus de mal à la France que l'occupation. Aux vrais patriotes du mouvement souterrain, il cita les mots d'Edith Cavell : « *Le patriotisme ne suffit pas !* »

En 1943, devenu « *le plus jeune de tous les Français* », il fut convoqué en présence du maréchal Pétain. Il nous a laissé un récit de cet entretien. Il nourrissait l'espoir qu'à Vichy serait née une paix humaine, basée sur des « *valeurs spirituelles si solides sous les bottes de l'envahisseur* » ; et que Pétain pourrait laisser à son successeur une nation « *unifiée comme un seul esprit* ». Une année plus tard, la haine des communistes et des gaullistes coalisés donna leur réponse. Il fut jeté en prison. Un journal de Monaco imprima l'extrait qui suit : « *Belle prise : le traître Huddleston a été arrêté.* » Quelques mois plus tard, libéré à la demande de l'Angleterre, il reprit la plume pour combattre la « *propagande désastreuse* » des « *résistancialistes*. » Ces derniers condamnèrent Pétain et essayèrent de lui voler sa popularité de général victorieux lors de la guerre précédente. Huddleston, atterré, protesta : « *Ce sont des Français, qui calomnient leur propre pays d'une manière aussi outrageuse. Non, il n'est pas vrai que la France est composée de millions de traîtres !* »

Il protesta, jaloux de l'honneur de son pays adoptif. Sa propre mésaventure le laissa de marbre. Il n'en garda pas de rancune. Apparemment, sa vieille gaieté ne l'avait pas quitté. « *Nous sommes, je crois, à l'approche de la fin du passage le plus sombre. ... Je reste convaincu que, malgré tout, la corruption, résultat diabolique des années de guerre, plus destructrices que les bombes A, ne peut pas durer. Nous reviendrons aux principes sans lesquels aucune civilisation ne peut survivre : discipline, soumission à l'autorité légitime, au travail, respect de la personnalité humaine, ordre, inviolabilité du domicile, sens de la propriété, qui n'est autre qu'une extension de la personnalité, solidarité, pitié, justice, grandeur, noblesse, sensibilité, foi en Dieu et en l'âme, conception de notre destinée divine. Et c'est la France qui doit diriger cette croisade spirituelle. Son passé l'exige, ses traditions le rendent inévitable. L'Europe*

a besoin de la France. Le monde ne peut être sans elle. »

On ne saurait douter de la sincérité de tels mots, mais hélas, c'est de l'au-delà qu'ils nous viennent.

Huddleston était usé. Pourquoi essayer de soigner l'aveuglement de ceux qui ne veulent pas voir la lumière ? Il était presque seul. Nombre de ses amis n'étaient plus. Les autres vivaient loin de lui, ou, comme Bullitt, parcouraient le monde. Ils avaient oublié les gaies soirées de Montparnasse. Les Français gaullistes qui ne l'auraient pas évité se seraient vus considérés comme des criminels. Les loyaux adeptes du maréchal se cachaient ou étaient détenus dans les nombreuses prisons de la quatrième république. La haine, la persécution, ou la lâcheté régnaient.

Il se souvenait des lignes de Hilaire Belloc :

Je serai bien seul, je le crains
Quand j'arriverai proche de la fin.
Qui sera là pour me reconforter
Qui, alors, me donnera son amitié?

Il recevait, c'est vrai, des lettres de René Benjamin, débordantes d'affection mais également de désespoir : « *Nous sombrons en un terrible marécage sans vie. . . Pour des cœurs ardents, il s'agit d'une époque dégoûtante à vivre. »*

Ses yeux trahissaient son affliction croissante. Le 14 juillet 1952, il s'effondra comme un grand arbre, robuste en apparence, mais dont la force aurait été sapée par de mystérieuses influences. « *Nous mourrons* », avait-il écrit en 1941, « *parce que la vie ne vaut pas la peine d'être vécue. La guerre a révélé la triste vérité à beaucoup d'entre nous. Ils savaient qu'ils n'étaient plus en vie. Ils comprenaient que tout ce qu'ils avaient chéri était maudit. De là, pourquoi devraient-ils continuer de marcher, eux qui n'étaient rien de plus que des corps que l'on n'avait pas enterrés ?* »

Cher Huddleston ! Pour William Bullitt, vous étiez « *le vieil ami qui a toujours eu raison.* » Vous étiez également, pour nous Français, l'ami qui ne peut pas mourir. Dans votre vieux moulin de Saint-Pierre, un dévouement vigilant a tout préparé pour votre retour. Là-bas, vous retrouverez vos livres et votre jardin, tels que vous les avez laissés avant votre dernier grand voyage. Dans la rue du village, vous rencontrerez la jeune fille radieuse qui dira en vous rencontrant : « *je savais que vous ne pouviez pas être mort, vous qui êtes la vie elle-même* ». Vous retrouverez également, intacts et plus ardents que jamais, notre amour et notre gratitude. C'est de nos traditions que vous avez tracé votre amour de la France, et c'est pour elles que vous vous êtes battu, les défendant contre les errants et les insensés, oublieux de leur héritage glorieux. Sur

la route de la nécessaire « *révolution nationale* », vous brillez comme un projecteur pour nous indiquer la voie.

Louis GUITARD
Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Chapitre 1

La France et la guerre

J'étais rentré de Genève, où l'immense Palais des Nations, un mausolée magnifique, avait été érigé juste avant l'effondrement final de la Société des Nations, et, de mon moulin de Normandie, construit 350 années plus tôt et ayant quant à lui survécu à de nombreuses invasions, j'écoutai les annonces de la radio. La mobilisation avait été ordonnée, et les affiches blanches et inquiétantes ornaient tous les murs. Les Français, cependant, ne prenaient pas vraiment la mobilisation au sérieux. « *Ce sera comme l'an dernier.* » était le commentaire le plus répandu. En 1938, on avait connu la douche froide de Munich, et nombreux étaient ceux qui estimaient que cela recommencerait¹.

Il n'est jamais sage de crier au loup. Quand le vrai danger arrive, c'est l'incrédulité qui prédomine. En traversant Paris, j'entendis de tous côtés : « *Encore du bluff ! Il n'y aura pas la guerre.* » Dans mon village normand, le même scepticisme régnait, et sur le marché de Vernon, les femmes se rassuraient l'une l'autre : leur mari serait vite rentré.

Cette légèreté n'apparaissait pas injustifiée. Quand Hitler claqua la porte de la Société des Nations et déclara qu'avec l'échec de la conférence sur le désarmement, l'Allemagne ne se considérait plus comme liée par les termes du Traité de Versailles, il n'y avait pas eu la guerre. Quand, par un plébiscite mené dans la Sarre où, je m'en étais personnellement assuré, le vote était libre, ce territoire était retourné au Reich, il n'y avait pas eu la guerre. Quand Hitler avait réoccupé la Rhénanie, et que le premier ministre Sarraut avait tambour battant annoncé au monde qu'il ne laisserait pas Strasbourg se voir menacée par les canons allemands, il n'y avait pas eu la guerre. Quand l'Anschluss avec l'Autriche, en rupture

¹Les accords de Munich, signés fin septembre entre l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie, avaient pour but de régler la crise des Sudètes, et laissèrent l'Allemagne annexer les régions tchécoslovaques peuplées d'Allemands, NdT

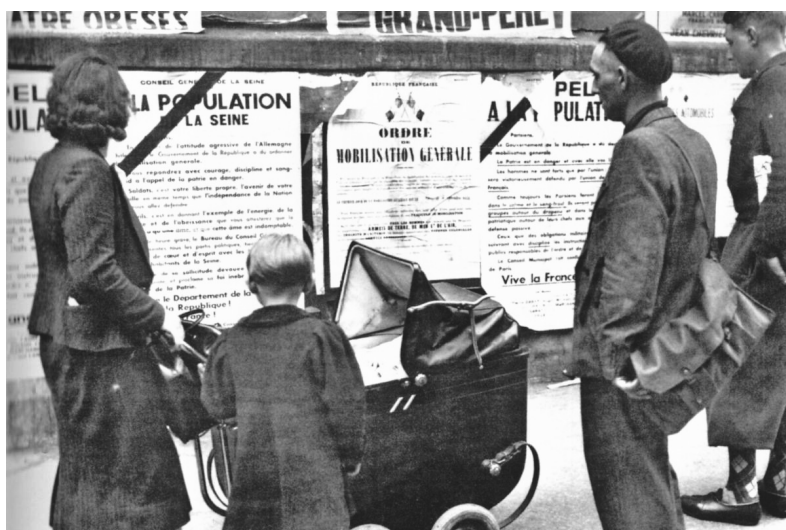


FIGURE 1.1 – Des Français lisant une affiche de mobilisation générale

des engagements pris par traités, avait été proclamé, il n'y avait pas eu la guerre. Quand les populations allemandes de Tchécoslovaquie avaient été cédées à l'Allemagne, avec les territoires qu'elles occupaient, il n'y avait pas eu la guerre. Et quand, quelques mois plus tard, Prague elle-même s'était vue occupée et que le petit État-conglomérat avait cessé d'exister, il n'y avait pas eu la guerre. Pourquoi y aurait-il à présent la guerre ?

Tel était le sentiment de la grande majorité des Français début septembre 1939. La France, selon les termes d'un traité ancien, était engagée à voler au secours de la Pologne, mais l'enthousiasme pour ce faire ne se trouvait nulle part. Les Français n'avaient aucun sentiment pour la Pologne lointaine, et le slogan « *Mourir pour Dantzig ?* » faisait monter les hésitations dans l'esprit des Français.

On leur avait assuré que Dantzig était, en effet, une ville allemande, et que la création du couloir polonais avait constitué l'une des plus grandes bévues des négociateurs de paix à Paris. De bien plus grands sujets existaient, et ne les perturbaient pas plus, notamment la question de savoir si l'Allemagne allait marcher de victoire facile en victoire jusqu'à s'assurer l'hégémonie sur l'Europe. Depuis Munich, où la paix avait été promise à perpétuité, le ton en France avait été pacifique. La préparation morale de la guerre avait étrangement été négligée. La guerre était impopulaire en France.

Par ailleurs, les films absurdes montrant la cavalerie polonaise en action contre les tanks allemands faisaient se moquer le Français moyen du romantisme désuet des Polonais en un âge mécanique. La Pologne avait refusé de laisser les soldats russes traverser son territoire pour aider les pays menacés par l'Allemagne. La France et la Pologne étaient loin de constituer des amis, et la tâche de vaincre l'Allemagne pour sauver la Pologne constituait le projet le moins ragoûtant que les Britanniques auraient pu mettre sur pied pour motiver la France.

Que les raisons invoquées fussent des prétextes était évident aux yeux de l'homme ordinaire. Aujourd'hui, il sait que les grandes puissances se moquaient bien du destin de la Pologne, ou de celui des États baltes ou des Balkans.

Il est temps de mettre fin à une légende ridicule, qui prétend que les Français constituent un peuple militaire, toujours prêt pour des aventures glorieuses. Aux jours de Louis XIV, ils pouvaient dominer l'Europe rien que par leur nombre, et Napoléon put faire marcher ses armées à travers l'Europe à une époque où la France constitua la plus grande nation du continent (hormis la Russie). Mais tel est le passé historique. Depuis que je connais la France, c'est-à-dire, presque toute ma vie, je l'ai considérée comme fondamentalement antimilitariste, motivée par la seule menace directe de l'Allemagne. Elle n'est ni un croisé, ni un conquérant : elle a perdu son Empire à deux ou trois reprises, sans regret. La considérer comme un soldat d'Europe est une erreur qui est sans arrêt répétée. Elle fut vaincue en 1870 et, bien que la fierté française peine fortement à l'admettre, sans le concours de ses alliés, elle aurait amèrement perdu la guerre de 1914. Il était inéluctable qu'elle succomberait en 1940, sauf à recevoir de l'Angleterre une contribution substantielle aux forces terrestres, dès le début du conflit.

La France a une obsession, justifiée en partie, quant à l'Allemagne, parce qu'elle a, à notre époque, souffert de l'invasion allemande, et que l'Allemagne est (ou était) presque deux fois plus grande que la France, et bien plus développée industriellement. Mais la France n'attaquerait plus jamais l'Allemagne du simple fait de sa volonté, et la vérité brute est qu'elle n'entra en guerre qu'à reculons en 1939. Le ministre des affaires étrangères, Georges Bonnet, était notoirement opposé aux hostilités.

Quelle qu'en fût l'explication technique, les déclarations de guerre de l'Angleterre et de la France en 1939 ne furent pas émises de manière simultanée. Il y eut une différence de quelques heures à peine, mais suffisante à laisser l'impression à de nombreux Français que la France s'était fait forcer la main. Des erreurs de psychologie de ce type ne sont pas sans importance.

Il m'était impossible, assis à mon bureau, écoutant la radio, d'oublier qu'à peine quelques jours avant l'attaque sur la Pologne, la Russie était

délibérément parvenue à un accord avec l'Allemagne pour se partager les prises polonaises. L'Angleterre avait également mené des négociations avec la Russie, apparemment sans savoir que l'Allemagne et la Russie avaient scellé un accord secret.

L'Allemagne et la Russie avaient des systèmes idéologiques rivaux et constituaient des ennemis déclarés ; mais elles n'avaient pas eu de scrupules à faire la paix aux dépens de la Pologne. L'Angleterre était également anti-bolchevique, mais elle espérait faire de la Russie son alliée. Déçue, elle fut de nouveau anti-bolchevique pendant presque deux ans, puis, quand l'Allemagne et la Russie s'opposèrent, les bolcheviques furent décrits comme des alliés braves et dignes de confiance. Après la fin de la guerre, on constata que la Russie avait absorbé bien plus de territoires que l'Allemagne ne l'aurait fait, et une nouvelle campagne anti-bolchevique démarra. Pas surprenant que l'homme ordinaire soit perplexe face à ces changements de politiques.

Avant la guerre, selon mon estimation, il y avait au moins trente pourcents de Français prêts à adopter le communisme comme système politique. Quand la Russie fut supposée être anti-allemande, ces communistes et associés constituèrent un atout dans la guerre qui s'ouvrait contre l'Allemagne, mais quand la Russie s'associa avec l'Allemagne en août 1939, et que la Russie n'eut plus que fierté pour Hitler qui était assailli, à en croire les dires d'alors de Staline et de Molotov, par l'« *impérialisme* » français et britannique, une partie considérable de la population française accepta sans ciller la nouvelle doctrine, et les communistes français se transformèrent en un lourd fardeau. Ils mirent tout leur poids contre la guerre avec l'Allemagne, qui aurait été équivalente à une guerre contre la Russie, c'est-à-dire contre le communisme, et leur chef, Maurice Thorez, déserta après sa mobilisation et s'enfuit en Russie. Une lettre signée par les députés communistes, exigeant une conférence immédiate pour discuter des termes de la paix, fut envoyée à la chambre. Des professeurs, des écrivains, et d'autres « *intellectuels* » pacifistes signèrent un manifeste pour la paix.

Individuellement, les communistes partageaient chacun la méfiance des Français envers l'Allemagne, et envers des mouvements tels que le nazisme et le fascisme, mais la volte-face de Staline, tendant la main à Hitler, ne pouvait qu'alimenter les doutes et les hésitations qui marquèrent le début de la guerre.

Il ne faut pas non plus oublier la forte propagande pacifiste, dont le sentiment était parfaitement respectable, qui avait été répandue en France pendant des années. À Genève, j'avais écouté avec surprise l'homme d'État responsable Léon Blum prêchant la doctrine du désarmement

unilatéral² face à une Allemagne notoirement en cours de réarmement. Quasiment toute la littérature inspirée par la guerre de 1914-1918 insistait sur les horreurs et le carnage, et prédisait des souffrances encore plus grandes non seulement pour les combattants, mais pour les civils.

Il y eut des illusions perdues. On avait dit aux soldats de 1914 qu'ils se battaient pour mettre fin à toute guerre, et le mensonge apparaissait à présent au grand jour. On leur avait dit qu'ils sécuriseraient le monde pour la démocratie, mais ils avaient vu croître le bolchevisme, le fascisme et le nazisme. Leur existence, leur avait-on dit, serait facilitée ; leurs enfants ne connaîtraient plus la pauvreté ou l'esclavage social, ni la crainte de l'avenir : mais, depuis 1919, l'existence des hommes ordinaires s'était révélée plus pénible qu'avant, et de nombreuses libertés d'avant la guerre s'étaient vues abolies. En résumé, le scepticisme était grand, et les vieux slogans avaient perdu de leur efficacité. Il est difficile d'en vouloir aux Français, surtout quand nous constatons l'étendue de la misère en Europe et la perte de libertés encore bien plus importante en tout domaine qui a résulté de la dernière guerre.

Les gouvernements successifs étaient responsables de l'impréparation matérielle des Français. La démagogie avait triomphé. Les partis politiques n'incitaient plus le peuple à travailler mais, au contraire, à jouer. La semaine de quarante heures, les congés payés, les fêtes, commémorations et manifestations, les grèves, notablement les grèves d'occupation au cours desquelles les travailleurs prenaient virtuellement possession des usines, étaient à l'ordre du jour, et tous connaissaient l'abondance des loisirs. Loin de moi l'idée de condamner cette politique en soi, mais assurément, le moment n'était pas le bon pour prêcher l'indifférence ni l'oisiveté. La situation perturbée de l'Europe, avec l'avènement de Hitler, la guerre civile en Espagne, l'antagonisme croissant de l'Italie après les sanctions infructueuses, ainsi que de nombreux autres signes prémonitoires, auraient dû mettre les hommes politiques fortement sur leurs gardes. J'avais examiné les rapports s'intéressant à l'armée de terre et à l'armée de l'air françaises en 1938, et avais été consterné par l'insuffisance des préparations de la France. Je n'avais aucune raison de supposer qu'aucune tentative n'avait réellement été menée pour dépasser l'Allemagne en nombre de blindés ou d'avions. Quiconque s'intéressait aux faits ne pouvait que conclure que la France n'était pas en position de

²Doctrine qui ne correspondait à rien d'autre qu'au respect — très tardif, il faut le dire — d'un engagement signé par la France. Rappelons que par le Traité de Versailles, signé en 1919, les puissances victorieuses de la première guerre mondiale s'étaient engagées à procéder à leur propre désarmement en plus de celui de l'Allemagne. Elles ont donc violé leurs engagements, en ne procédant à aucun désarmement. Cela a été largement oublié depuis et ne figure dans aucun de nos manuels d'histoire. NdT

résister à une attaque.

Pire encore, peut-être, fut la propagation de la peur par les gouvernements. En 1914, il y avait eu, c'est vrai, des réfugiés : j'avais contribué moi-même à leur secours. Mais les populations n'avaient pas été exhortées à l'avance à fuir la fureur approchante. En 1939, on nous demanda à tous de migrer. Au lieu de rester où nous étions, tenant du mieux que nous le pourrions, nous fûmes encouragés à désertier avant même l'arrivée des envahisseurs. Pendant des mois, mon propre village avait été surpeuplé de réfugiés avant même que la guerre n'ait commencé ! L'évacuation était le nouveau commandement. Évacuez ! Évacuez ! Je ne peux imaginer pire politique que celle de la propagation officielle de la terreur.

On nous avait dit, également, que des gaz toxiques seraient employés ; on nous fournit à tous des masques à gaz, et des abris furent creusés à la hâte. Voilà qui certainement n'était pas l'esprit avec lequel il fallait faire face au défi ; rien ne fut plus calculé pour déprimer la population que le sensationnalisme des gouvernements en 1939.

En Angleterre, M. Chamberlain avait déclaré que la guerre serait synonyme de la fin de la civilisation, et ce cri fut relayé en France. Drôle de manière de fortifier le courage des peuples ! Il ne faut pas s'attendre à voir les hommes se précipiter avec joie, ou même marcher gravement, vers la guerre, quand on les a prévenus que les conséquences seront des destructions profondes, et qu'il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus.

Ces pensées, jointes à d'autres tristes appréhensions, me vinrent à mon bureau. Il y avait là avec moi un Français d'âge moyen, un de mes proches, qui venait de Paris. Il fondit en larmes. « *C'est la fin de tout !* », s'exclama-t-il, et pour le consoler, je ne pus que lui assurer que les choses n'étaient jamais aussi mal en point qu'elles apparaissaient, ou que le gouvernement les dépeignait, et que peut-être la guerre ne démarrerait-elle jamais dans les faits. Que Dieu me pardonne ce mensonge ! Je savais que je mentais. Je savais qu'une fois que les roues du juggernautⁱ ont commencé à tourner, rien ne peut les arrêter dans leur course qui nous plonge dans la poussière.

En 1919, je m'étais tenu dans la Galerie des Glaces de Versailles, regardant les plénipotentiaires appliquer leur signature au traité qui avait été conçu pour apporter la paix, mais qui avait apporté l'épée : Clemenceau, Lloyd George, Wilson, une longue procession d'hommes dont les intentions étaient honorables mais dont les performances furent condamnables. Il était évident que les conditions étaient ou bien trop sévères, ou bien pas assez, ou bien trop clémentes, ou bien pas assez clémentes : soit l'Allemagne devait être écrasée au-delà de tout espoir de

ⁱNdt - Voir : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Juggernaut>

résurrection, soit, plus sagement, une fois la guerre terminée, un accord aurait dû être trouvé pour permettre à l'Europe de vivre en paix.

Les historiens honnêtes et correctement informés s'accordent à présent pour dire que les principales responsabilités pour [la montée d'] Hitler et pour la seconde guerre mondiale se trouvent dans les traités vindicatifs qui suivirent les traités de 1918, qui violèrent de manière patente l'Armistice ainsi que les quatorze points du président Wilson. La Société des Nations avait le pouvoir de réviser les traités et de promouvoir la paix, mais agit plutôt comme un instrument sous domination franco-britannique, visant à préserver le statu quo qui, en temps voulu, allait produire Hitler. Chaque tentative qu'il fit, de manière pacifique, pour assurer une révision du traité, fut rejetée de manière abrupte. Et donc, ayant promis de les réviser, il accomplit cette tâche par les intimidations et par la force, les seules méthodes qu'il lui restait pour accomplir ses promesses. Tout ceci a été présenté de façon tout à fait documentée par l'éminent historien diplomate américain, le Professeur Charles C. Tansill, dans l'introduction historique de son impressionnant ouvrage *Back Door to War*.

Je rencontrai, dans la cour du château de Versailles, l'un des plénipotentiaires allemands, l'obscur Herr Bell, ou s'agissait-il de l'obscur Herr Müller ? Je lui demandai ce qu'il pensait du traité, et il me répondit tristement : « *Ce sera tout à fait différent dans vingt ans d'ici* ». Foch, également, avec une sagesse prophétique, déclara que le traité déboucherait sur une autre guerre vingt ans plus tard.

Vingt ans plus tard exactement, nous préparions la guerre qui allait balayer de la carte neuf ou dix nations d'Europe, qui se retrouveraient sous domination de la Russie, qui allait ruiner sur des générations plusieurs puissances jadis grandes, dévaster des portions immenses de territoires, dénombrer les morts en dizaines de millions, et de mettre en captivité, incertains de leur destin, des millions d'autres. L'ancienne moralité fut décriée, on ne procéda pas même à une parodie de justice, la vie humaine fut considérée comme fort peu précieuse, et des camps de concentration, des colonies de travailleurs, des prisons indescriptibles furent établis à une échelle sans précédent. Les libertés ordinaires, sans lesquelles la vie ne vaut pas d'être vécue, furent refusées à une proportion incroyable de la race humaine. Peut-on dire que la civilisation a survécu ? Et si en 1919 les pessimistes pouvaient prédire vingt ans de paix précaire, aujourd'hui, les optimistes eux-mêmes ne peuvent pas prédire une seule année de paix avec certitude, et ont été obligés d'inventer l'euphémisme « *guerre froide* » pour décrire la détresse du monde.

Que s'était-il produit au cours de ces vingt années ? Je ne répéterai pas l'histoire de mon livre *In My Time*, mais alors que j'évoluais de conférence en conférence, vivant dans les intervalles entre Paris et Ge-

nève, je peux résumer très brièvement les causes de la guerre de 1939 du point de vue français.

Il y avait tout d'abord des raisons démographiques. L'Allemagne, l'Italie, la Pologne et bien sûr le Japon étaient surpeuplés, alors que la France était relativement sous-peuplée, et pourtant, les dirigeants de ces pays encourageaient une natalité explosive. « *Nous devons nous étendre ou exploser* », déclara un dictateur, et un autre appela à un « *espace vital* » agrandi. Étrange que la France tombe à présent dans le même piège, et exige des naissances, achète par des allocations des naissances au prix fort, et croie que le salut réside dans la quantité plutôt que dans la qualité. Alors que la population allemande augmentait, Clemenceau fit cette remarque cynique : « *Il y a vingt millions d'Allemands de trop.* »

Dans les mêmes temps, il y eut un développement de l'industrie et du commerce, une compétition mortelle entre les nations en tous domaines. La pénétration économique de l'Allemagne dans les pays des Balkans, en particulier, alarma ses rivaux économiques. Une course mondiale aux matières premières, en particulier vers le charbon, le fer et le pétrole, créa de violents antagonismes. La chimie se vit contrôlée par d'immenses consortiums. La haute finance entra en lice, et les combinaisons les plus surprenantes en sortirent.

Le sentiment de grief sous lequel travailla l'Allemagne était réel, et je plaçais pour ma part dès 1919 en faveur d'une révision complète des traités d'après guerre, et non pas d'un micro-ajustement trahissant notre faiblesse tout en nous ne valant aucun remerciement de la part de l'Allemagne. Plus encore que les pertes matérielles, l'injustice morale de la « *culpabilité de la guerre* », qui lui attribuait la pleine et entière responsabilité de la guerre de 1914 avait pesé sur le cœur du peuple allemand. Harry Elmer Barnes, Sidney Bradshaw Fay, et William L. Langer, des historiens américains, sont arrivés, après un examen minutieux des documents, à des conclusions très différentes.

L'obsession française envers la menace allemande crût encore quand elle se vit abandonnée par l'Angleterre et l'Amérique, qui lui avaient offert un pacte de sécurité contre l'abandon de son exigence d'une Rhénanie détachée, puis n'honorèrent pas leur promesse. L'Amérique refusa de rejoindre la Société des Nations qu'elle avait contribué à instaurer. S'appuyant sur le fait que des réparations insoutenables n'avaient pas été payées, la France occupa illégalement la Ruhr en dépit des protestations britanniques. Une inflation désastreuse en fut la conséquence en Allemagne.

Le plan de désarmement MacDonald, pour tardif qu'il fût, fut torpillé par les Français, et l'Allemagne finit par quitter la Société des Nations. La proposition ou le bluff de Hitler vers un désarmement drastique fut rejeté avec mépris. Barthou commença son projet d'encerclement de l'Al-

lemagne et, pour le mener à bien, amena les Russes à Genève. J'étais à l'époque accrédité par la SdN, et j'assistai à sa dégénérescence rapide : l'institution se transforma en foyer d'intrigues, en une plateforme de propagande bien pratique qui, malgré les termes pacifiques qu'elle continuait d'employer, tendait à diviser le monde et œuvrait directement à la guerre.

La politique de l'Angleterre vacillait. Hitler sortit évidemment du chaos et de la confusion en Allemagne par le haut ; les Britanniques conclurent un pacte naval avec lui, et dans l'ensemble, semblèrent voir d'un bon œil sa montée au pouvoir, tel un échec et mat face à la Russie soviétique.

L'Italie, tout comme l'Allemagne, avait ses griefs. Ayant à faire face à sa surpopulation, elle considéra que les promesses d'expansion coloniale qu'on lui avait faites au cours de la première guerre mondiale n'avaient pas été tenues. Les tentatives vigoureuses de Mussolini en vue d'établir un pacte de paix à quatre puissances furent rejetées par la Grande-Bretagne et la France. Lors de la conférence de Stresa en 1935, j'eus l'impression, comme la plupart des observateurs qui y assistèrent, qu'on lui avait laissé tacitement les mains libres en Éthiopie. L'application de sanctions qui suivit, mise en échec du fait que chaque pays voulait fournir du pétrole à l'Italie, fut un coup mortel pour la Société des Nations. Le refus qui suivit de la part de la France d'accepter un ambassadeur italien amena l'Italie dans le camp allemand, lui fit perdre la protection dont elle bénéficiait de la part de l'Autriche, et permit ainsi les entreprises agressives de la part de l'Allemagne.

À mon avis, l'une des principales erreurs des traités de 1919 fut de briser à la massue l'Autriche-Hongrie. Tous les États des Balkans devinrent vulnérables et devinrent des tentations juteuses pour les grandes puissances. Tôt ou tard, l'Allemagne ou la Russie devaient tenter de s'en emparer.

Avant de lancer son offensive économique dans les Balkans, l'Allemagne avança ses armées, en 1936, dans la zone démilitarisée de Rhénanie. Ce fut un pari immense de la part de Hitler. Dans les épisodes qui suivirent, il ne bluffait plus, comme nous étions pourtant trop inclinés à le penser, mais à cette occasion, il bluffa. Il ne disposait d'aucune puissance militaire substantielle derrière sa réoccupation de la Rhénanie. En fait, il ordonna à ses soldats, s'ils rencontraient de la résistance, de faire demi-tour. La France n'avait ni la vigueur, ni le courage d'agir seule : les Britanniques ne la soutiendraient pas. Les journaux français minimisèrent l'incident, l'un d'entre eux allant jusqu'à titrer : « *L'Allemagne envahit l'Allemagne.* » Il était exact que l'Allemagne entraît là sur son propre territoire, mais le fait est qu'elle le faisait en défiant le Traité de Versailles. Elle défia les alliés, et ceux-ci ne soutinrent pas le défi. Le

prestige de Hitler monta en flèche.

Je passe outre la guerre civile espagnole, qui constitua une forme de répétition tiède d'une guerre européenne ; avec l'Allemagne et l'Italie en soutien au général Franco, la Russie, l'Angleterre et la France s'opposant à lui : il s'agissait d'un alignement préliminaire à la lutte à venir. Choisir son camp fut vraiment difficile, et peut-être que la neutralité la plus stricte possible aurait été désirable. Il fut malheureux pour la France, cinq années plus tard, que presque un demi-million d'Espagnols rouges eussent été autorisés à rester sur son territoire. Il était devenu évident (et je n'eus de cesse de le rappeler à Genève) que la diplomatie russe n'était pas hostile à un déclenchement des hostilités en Europe de l'Ouest, un grand clash sous le signe de la « *sécurité collective* », c'est-à-dire un « *suicide collectif* » duquel elle garderait ses distances, dans l'espoir d'étendre le communisme sur les ruines de l'Europe.

En 1939, l'Allemagne incorpora l'Autriche. C'était l'Anschluss qui, pour désirable qu'il fût, était interdit par le Traité, mais la pauvre petite Autriche, réduite à une grande capitale sans corps, n'était pas, comme on le disait souvent, « *viable* », et elle n'était plus protégée par l'Italie. J'avais signalé les conséquences de pousser l'Italie dans les bras de l'Allemagne à un ministre britannique, mais quand je lui eus dit que l'équilibre de l'Europe serait perturbé, il haussa les épaules, et répondit : « *Nous ne franchirons pas de pont avant d'avoir atteint la rivière* ». Eh bien, nous étions arrivés à une rivière, et trop tard pour la traverser. Je me souviens de ma conversation avec les dirigeants de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie), dont la seule idée était d'empêcher le retour des Habsbourg en Autriche. « *Leur retour constituerait la meilleure garantie contre l'Anschluss* », objectai-je. « *Nous préférons l'Anschluss aux Habsbourg* », me répondit Titulescu, appuyé par Bencs. Mais l'Anschluss signifiait que, tôt ou tard, les pays de la Petite Entente seraient détruits, face à la grande Allemagne.

L'Autriche était à peine avalée, sans protestation concrète de la France et de l'Angleterre, que vint le tour de la Tchécoslovaquie, clé de l'Europe Centrale. J'avais toujours considéré la composition de cet État composite comme une absurdité. Hitler pouvait affirmer à raison que les trois millions et demi d'authentiques Allemands, connus sous le nom de Sudètes, n'avaient aucune place dans ce méli-mélo de peuples dont sept sur quatorze millions seulement étaient tchèques. En exigeant leur retour en Allemagne, il se trouvait de nouveau, sous la doctrine proclamée haut et fort du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit dans ses bottes, comme Lord Runciman, envoyé en mission spéciale, en fit état dans son rapport.

À ce moment-là, cette succession de conquêtes faciles menées par l'Allemagne, qui auraient facilement pu être évitées si l'on avait révisé



FIGURE 1.2 – Les chefs d'État Neville Chamberlain, Édouard Daladier, Adolf Hitler et Benito Mussolini accompagné de Galeazzo Ciano, le ministre italien des Affaires étrangères, lors de la conférence de Munich, le 30 septembre 1938

les traités à temps, alarma la France et l'Angleterre. Chamberlain sembla décider que, si un bras de fer devait avoir lieu, ce devrait être sur des sujets plus importants, et il s'envola vers Berchtesgaden pour écouter docilement l'ultimatum de Hitler. Nous savons à présent que la reddition plutôt passive de Chamberlain à Hitler en septembre 1938 constitue la responsabilité principale, et d'une importance grave, à la survenance de la deuxième guerre mondiale. Les livres traitant de la résistance allemande face à Hitler, surtout dans les cercles des armées, écrits par Hans Rothfels, Allen W. Dulles, et d'autres, indiquent que, si les Britanniques et les Français avaient alors agi de manière coordonnée, Hitler aurait probablement été renversé à l'automne 1938 s'il avait persisté à vouloir entrer en guerre pour le problème des Sudètes. Des missions secrètes d'agents allemands et de diplomates furent dépêchées à Londres et informèrent le gouvernement britannique de cet état de fait. Mais aucune action positive ne fut prise pour saisir cette opportunité pourtant essentielle. Chamberlain capitula à Berchtesgaden, Godesberg et Munich, la guerre fut évitée, et le complot des généraux allemands et de leurs soutiens fut réduit à néant. Hitler gagna en prestige et en pouvoir dans les mois qui suivirent, et quand la Grande-Bretagne le défia en août 1939, les forces anti-hitlériennes étaient quasiment réduites à l'impuissance.

Il est facile de critiquer aujourd'hui la reddition de Munich, mais

celle-ci fut louée comme une victoire de la paix en 1938, et le parlement français approuva quasi-unaniment l'accord de Daladier avec Hitler à son retour.



Le premier ministre Daladier était incertain de l'accueil qui lui serait réservé à Paris. La France se montrerait-elle chauvine, exprimerait-elle de la colère face à sa capitulation ? Il apparut pâle et apeuré face aux foules qui s'étaient rassemblées. Mais très vite, il comprit que l'action qu'il avait réalisée était en fait extrêmement populaire, et que les Français

n'étaient en aucune manière disposés à se battre contre Hitler pour les Sudètes. On l'acclama comme un héros conquérant. Voilà autant d'indications du vrai état d'esprit des Français. Que nous déplorions leur attitude, ou que nous l'approuvions, le fait est limpide : ils étaient prêts à accueillir la paix à tout prix.

Ils connurent des tourments quand ils surent que Chamberlain, sans que Daladier le sût, s'était solennellement engagé à ne plus jamais combattre l'Allemagne. Cet engagement, qui se révélerait bien vite sans valeur, semblait laisser non seulement la Pologne, mais aussi la France elle-même hors des préoccupations britanniques. Il était donc nécessaire que la France, dès qu'elle le pourrait, signât à son tour un pacte de « *bon voisinage* » avec l'Allemagne, ce qui fut fait dans la Salle de l'Horloge, à Paris, en décembre 1938. Hélas, nous avons appris le peu de valeur qu'il faut porter aux engagements solennels en matière de diplomatie moderne. Dans cette même salle, j'avais suivi, quelques années auparavant, la signature du Pacte Briand-Kellogg, qui déclarait la guerre hors la loi en tant qu'instrument de politique nationale.

En mars 1939, Hitler commit sa première erreur de calcul : en violation de sa promesse de ne plus émettre de prétentions territoriales, il envahit la Tchécoslovaquie et dormit au Palais de Prague. Jadis, malgré son emploi de la force, il pouvait encore arguer être dans son droit : à présent il s'était mis pour de bon dans son tort. On aurait pu pardonner son impatience de recouvrir la Rhénanie, d'amener les Autrichiens dans le giron allemand, de protéger les Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie ; mais il ne disposait guère d'excuse pour son annexion virtuelle de la Bohême.

En Angleterre, il y avait eu dans certains cercles un désir marqué de comprendre et même d'entrer en collaboration avec l'Allemagne : mais soudainement, les attitudes se rigidifièrent. On réalisa que, sans doute, la force seule arrêterait Hitler. Si l'Angleterre avait saisi cette occasion,

au moment où Hitler s'était si clairement parjuré et montré criminel, elle aurait été justifiée. Mais elle n'agit pas. Elle se contenta d'émettre un avertissement solennel : « *la prochaine fois* », elle agirait. Et, anticipant que le prochain coup frapperait la Pologne, elle exhorta inconsidérément la Pologne à tenir bon, et lui promit un soutien armé.

Les historiens verront comme une étrangeté le fait que la vraie déclaration de guerre, ou à tout le moins la décision d'entrer en guerre, fut basée sur la perspective d'une action allemande à Dantzig. Après avoir acquiescé à plusieurs agressions brutales commises par Hitler, la Grande-Bretagne et la France décidèrent d'entrer en guerre après l'exigence qui fut sans doute la plus raisonnable et la plus justifiée de toutes celles qu'il avait émises en matière internationale depuis 1933. Des hommes d'État britanniques de premier plan avaient critiqué la formation du couloir de Dantzig comme sans doute la pire erreur de tous les traités d'après-guerre, et certains d'entre eux avaient suggéré une révision bien plus profonde que les exigences de Hitler en 1939. Même Winston Churchill, en avril 1933, avait dit :

Nombreux sont ceux qui aimeraient voir, ou auraient aimé voir il y a quelque temps — j'étais l'un d'entre eux — la question du couloir de Dantzig révisée. Pour ma part, j'aurais certainement dû considérer cette question comme l'un des principaux objectifs pratiques de la diplomatie pour une paix européenne.

La question de Dantzig était déjà réglée en pratique. Malgré l'existence de conditions anormales dans la Cité libre de Dantzig, celle-ci était gouvernée par un conseil allemand, couplé à un haut-commissaire de la Société des Nations, et elle aurait inévitablement fini par revenir complètement sous contrôle allemand. La Pologne était alors en bons termes avec l'Allemagne. À la Société des Nations, lorsqu'étaient soulevées des plaintes insignifiantes quant à des ingérences allemandes envers la Pologne, ou que les prérogatives de la Société des Nations étaient mises en avant, j'assistais à l'amusement cynique et plutôt méprisant du Colonel Beck (le premier ministre polonais).

L'Allemagne exprima son désir de disposer d'une route et d'une voie de chemin de fer extra-territoriaux traversant le couloir de Dantzig³, une requête en soi des plus raisonnables. En échange de l'incorporation de Dantzig au Reich, elle offrit à la Pologne un port libre, la conclusion d'un pacte de non-agression pour une durée de 25 ans, et la reconnaissance des frontières polonaises. D'autres sujets auraient pu se voir soumis à négociation, mais dans le cadre d'une large conférence européenne, mar-

³le couloir de Dantzig constituait une bande de terre polonaise, séparant la ville allemande de Dantzig du reste du territoire allemand, NdT

quée par la bonne volonté de l'ensemble des parties, cette question avait toutes les chances de trouver une sortie tout à fait positive. Le problème fut que l'Angleterre refusa désormais de croire en la bonne foi de l'Allemagne. L'Angleterre compta sur la France pour tenir jusqu'à ce qu'une coalition puisse être formée, afin de combattre. L'Allemagne était si certaine de pouvoir humilier la Pologne sans provoquer d'intervention effective de la France ni de l'Angleterre qu'elle pressa artificiellement les négociations avec la Pologne, émettant des exigences que la Pologne ne pouvait pas accepter, telles que l'envoi immédiat d'un plénipotentiaire qui devait accepter ou rejeter l'ensemble des termes qu'elle émettait.

Quant à la Russie, pendant que l'Angleterre comptait sur elle pour combattre l'Allemagne, elle préparait en secret un pacte avec l'Allemagne en vue de se partager le butin. Je ne saurais comprendre comment le Foreign Office et le Quai d'Orsay se trouvèrent surpris par son traité de dernière minute avec l'Allemagne, dont j'avais pour ma part entendu des rumeurs au printemps 1939⁴. Le jeu joué par la Russie était évident : elle serait tout à fait satisfaite d'une nouvelle guerre à l'Ouest, pourvu qu'elle en restât extérieure, car, comme l'un de ses diplomates le formula avec franchise : « *L'URSS était née de la première guerre, et une seconde guerre complèterait la soviétisation de l'Europe.* » Ainsi, une semaine avant l'invasion de la Pologne, la Russie balaya d'un coup l'Alliance en concluant un accord avec Hitler.

Les deux camps étaient bien trop impliqués pour opérer une retraite sans perdre la face. Mais la France hésita. Elle pria pour une intervention de Mussolini, comme en 1938, mais à la conférence qu'il proposa, la Grande-Bretagne et la France n'acceptèrent de prendre part que si l'Allemagne s'engageait à retirer les armées qui avaient déjà pénétré en Pologne. Il était couru d'avance que Hitler ne consentirait jamais à un tel retrait. Dès lors, l'Angleterre, qu'elle le voulût ou non, se retrouva totalement impliquée, et rien ne put arrêter une guerre qui n'avait été envisagée que sous des conditions très différentes.

La France était plus réticente. Georges Bonnet, le ministre des affaires étrangères, désirait sans aucun doute la paix. En privé, les députés s'opposaient à la guerre. Ils se plaignaient des lobbies. Le gouvernement hésita. Divers hommes d'État britanniques, parmi lesquels Churchill, les avertirent avec véhémence : si l'Entente ne tenait pas, la France se verrait privée du soutien britannique et se retrouverait seule face à l'Allemagne.

Des échos pathétiques de réunions de cabinet me parvinrent : on comprenait la responsabilité terrible de lancer la France dans un conflit

⁴Le traité de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique fut signé le 23 août 1939, NdT